



Déclaration du SNUipp FSU à la CAPD 4 décembre 2017

Monsieur l'IA-DASEN,

La politique du gouvernement est une politique hostile aux personnels de la Fonction Publique. Le gel du point d'indice est rétabli après un intermède d'une année avec une augmentation insuffisante du point de 1,2 %. En 6 ans, le gel a contribué à diminuer le pouvoir d'achat tandis que les hausses de cotisation diminuaient les salaires. Sur 14 ans, la perte de pouvoir d'achat se porte à plus de 15 % !

Actuellement, nous sommes loin du compte puisque nous revendiquons 60 points d'indice en plus pour toutes et tous et un salaire minimum de 1750 €.

Un récent rapport de l'OCDE rappelle pourtant qu'il y a une corrélation entre la réussite des élèves et la rémunération des enseignant-e-s.

Dans une profession féminisée à 83 %, les inégalités de rémunération atteignent 12 % en fin de carrière soit l'équivalent d'un mois et demi de salaire. Il paraît que le président fait de l'égalité homme femme une priorité nationale : chiche. Qu'il se dépêche de mettre Messieurs Blanquer et Darmanin au courant.

Nous rappelons qu'à l'initiative du SNUipp-FSU, le principe de l'égalité hommes/femmes a été inscrit dans le processus des rdv de carrière. Ainsi, les promotions devraient tenir compte dans le choix des promu-es, de l'équilibre femmes/hommes parmi les promouvables. Le SNUipp-FSU demande que la proportion des femmes promues soit à l'image des promouvables.

Dans le même train de mesures hostiles aux fonctionnaires, il y a le report d'une partie du PPCR : les mesures indiciaires, certes insuffisantes et l'intégration de 5 points de l'ISAE prévus en janvier 2018 ne verront le jour qu'un an plus tard.

Globalement, le SNUipp et la FSU ont milité durant tout le processus de discussion pour le resserrement du calendrier. Aujourd'hui, c'est l'Etat qui ne respecte pas ses engagements.

Le rétablissement du jour de carence au 1^{er} janvier 2018 relève de la même offensive. Les deux tiers des salarié-e-s du privé en sont exempté-e-s par accord d'entreprise. La norme sociale majoritaire est donc bien de ne pas faire payer aux salarié-e-s leurs soucis de santé. De plus, des études indiquent que ce genre de mesure pousse les salarié-es à éviter les arrêts courts, au dépend de leur santé, pour finalement, leur santé dégradée, s'arrêter plus longtemps. C'est une décision inefficace et purement idéologique.

Ces mesures ont tout de même un grand intérêt pour le Robin des Bois des Riches alors que les plus pauvres verront leurs revenus baisser de 337 €, alors aussi que le revenu médian baissera de 69 €, 10% des contribuables les plus riches subiront, les pauvres, une augmentation de 1193 € . Bien visé Robin...

Ainsi, rien d'étonnant à ce que le gouvernement entende faire baisser de 3 points la part des richesses consacrée à la dépense publique qui rappelons-le est un important levier de redistribution.

Départementalement, lors de la dernière CAPD, vous avez déclaré que, pour les prochaines promotions des années à venir, vous envisagiez de ne pas établir de barème. Le SNUipp FSU 31 vous a écrit à ce sujet le vendredi 1^{er} décembre 2017. Voilà un extrait de ce que nous vous écrivons :

« Pour le SNUipp FSU 31, une absence de critère à même d'assurer l'équité de traitement entre les collègues et la transparence des opérations serait une régression importante pour le paritarisme. Cela signifierait que, délibérément, vous introduisez de l'opacité et de l'arbitraire.

Nous vous rappelons que ce n'est pas une demande du ministère qui ne remet pas en cause le principe des barèmes et demande l'organisation de groupe de travail départementaux autour de ces questions.

Nous espérons donc, monsieur le Directeur Académique, que vous saurez être attentif à créer les conditions d'un paritarisme efficient et non pas transformé en chambre d'enregistrement. »

Enfin, la note de service sur la classe exceptionnelle vient de sortir. Nous en profitons pour rappeler que le SNUipp-FSU s'oppose à ce principe excluant la grande majorité des collègues. La CLASSE, c'est tous les jours, pour nous toutes et nous tous. Face à cet immense défi de faire réussir nos élèves, malgré nos difficiles conditions de travail, malgré les difficiles conditions de scolarisation, malgré le sous-investissement du pays dans l'école, et bien face à ce défi, nous sommes toutes et tous EXCEPTIONNEL-LES !